



Bujumbura, le 28/4/2016

Déclaration de PARCEM sur la situation économique, une année après le déclenchement de la crise

Le Burundi dans son histoire, depuis l'indépendance a été marqué par les crises politiques et instabilité gouvernementale sans répit. Cela ne lui a pas permis d'avoir une période plus ou moins longue lui permettant de se pencher aux défis de lutte contre la pauvreté. Le pays n'a jamais connu une richesse croissante avec une meilleure répartition des revenus. Même aujourd'hui, le pays est englué dans une autre crise politique depuis bientôt une année.

Outre que cette crise a emporté beaucoup de vies humaines innocentes et un déferlement des réfugiés dans les pays voisins, elle a provoqué une grave crise de confiance au sein de la classe politique burundaise, au sein des institutions et au niveau des relations du Burundi avec ses partenaires.

Au niveau économique, la situation se détériore dangereusement et hypothèque gravement le présent et l'avenir de notre pays. Cet état de chose affecte les conditions de vie de la population en général et de la jeunesse en particulier. Personne ne pourrait oublier que c'est cette dernière qui a beaucoup fait les frais de la crise.

Pour ce, PARCEM voudrait faire part à l'opinion de ce qui suit :

1. La crise a éclaté la dernière année de mise en application du CSLPII et de préparation du CSLPIII, d'évaluation des OMD et de lancement des ODD. Mais, fin 2014, l'évaluation du CSLPII avait révélé un déficit de financement énorme d'environ 71% par rapport aux besoins suite aux problèmes structurelles de gouvernance, de leadership et de planification ;
2. La croissance qui était déjà morose a au lieu d'être positive comme prévue en 2015(4,8) été négative (-7%), ce qui a provoqué la chute du PIB/hab. classant ainsi, selon le classement du FMI, le Burundi à la queue du peloton de tous les pays du monde. Les secteurs des services ont été touchés particulièrement le commerce, l'hôtellerie, le tourisme, la banque, etc. ;

3. La pauvreté est énorme, elle est estimée à 70%, avec des provinces qui dépassent la moyenne nationale ; Kayanza (77%), Muyinga (84%), Gitega (79%), Kirundo (76%), Ruyigi (84%) selon l'ISTEBU. Le Burundi est actuellement l'un des pays les plus touchés par la faim au monde avec un indice de la faim approchant 40%, la malnutrition infantile est à plus de 60%, le taux de morbidité augmente (le nombre des citoyens atteints avec la malaria) ;
4. Le gel de la coopération a sensiblement diminué la capacité financière de l'Etat que ce soit au niveau du fonctionnement et de l'investissement dans un contexte de réduction des recettes de l'OBR. Depuis l'année passée en 2014, un manque à gagner mensuel de plus de 10 milliards, ce qui avait fait arriver la planche à billets à plus de 200 milliards en octobre. Les travaux de réfection de certaines infrastructures sont difficilement exécutés (exemple : Pont de Kinindo, Boulevard du 1^{er} Novembre, route Rumonge) ainsi que la détérioration des conditions de vie de la population. Les projets et programmes dans les Ministères sont écrits mais leur mise en application difficile et c'est surtout le Ministère de l'Agriculture qui est touché (mise en application des recommandations des états généraux de l'agriculture) ;
5. Le secteur privé et le secteur bancaire souffrent énormément de manque des devises. Le paiement des importations par les importateurs burundais est une casse tête et le taux sur le marché des changes explose à 2000 fbu le USD sans oublier l'augmentation des arriérés de paiement de l'état sur le secteur privé (des opérateurs économiques affirment avoir des factures non encore payées depuis avril 2015) ;
6. Là où le bât blesse, c'est qu'il n'y a pas d'alternative pour remplacer le manque à gagner lié à la coopération, le pays est condamné à vivre au jour le jour sans programme clair, ni vision du développement et c'est la jeunesse qu'en souffrira encore plus.

PARCEM lance un appel vibrant à la classe politique en général et au gouvernement en particulier d'être conscient de cette situation.

Pour ce, ce n'est plus le temps des spéculations de se cramponner dans ses positions, il faut un dialogue sincère, inclusif de tous les acteurs pour remettre le pays sur les rails car, actuellement il a déraillé. Enfin, PARCEM invite les hommes politiques de mettre de côté leurs spéculations, égoïsme habituels pour mettre en avant la nation et le peuple burundais.

Pour PARCEM
 Faustin NDIKUMANA
 Directeur Exécutif

